

# Le P'tit Castelroussin

Le mensuel des socialistes de l'agglomération castelroussine

Dispensé de timbrage Desk Châteauroux PPDC

ExL:  
Section Socialiste de  
Châteauroux  
70 Avenue Charles  
de Gaulle  
36000 Châteauroux

Dépôt le  
03/03/11

**P**  
**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

**PS** 

N°12  
Février 2011

## SOMMAIRE

### Page 1

♦ L'édito par **Manuel Flam**

### Page 2

### Page 2

♦ Les brèves par  
**Antoine Gossin**

### Page 3

♦ M<sup>r</sup> Mayet et  
l'austérité par **André  
Bonhomme**

### Page 4

♦ La triste fin de vivre  
Saint Jean par **marie  
Claude Portafais**

### Page 5

♦ "Les dépêches du P.S  
par **Delphine  
Chambonneau**

### Page 6

♦ " L'expression du  
MJS"

Directeur de la publication :  
Manuel Flam

Commission paritaire : 0115P11515  
Dépôt légal : le /02/11  
N°ISSN : 2105-7362  
Prix de vente au N° : 1,25 €  
Abonnement : 12,50 €  
Abonnement de soutien : 24,50 €  
Imprimé par nos soins au  
70 avenue Charles de Gaulle  
36 000 Châteauroux



## Jumelons Châteauroux à Sidi Bouzid !

Le PS de Châteauroux soutient le  
« printemps arabe »

Après plusieurs décennies passées sous le joug de régimes autoritaires, les peuples du monde arabe se soulèvent aujourd'hui pour plus de justice et de liberté. Le mouvement de contestation populaire extraordinaire qui a entraîné le 14 janvier dernier la chute du président tunisien Ben Ali, s'est propagé comme une traînée de poudre, et on a assisté quelques jours plus tard, sous la pression de la rue, au départ forcé du dictateur égyptien Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981. Après la Tunisie et l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Jordanie, le Yémen, la Lybie sont aujourd'hui le théâtre de mouvements populaires visant à renverser les dictatures.

Nous Français, citoyens depuis 1789 d'une patrie des droits de l'homme où les mots Liberté, Egalité, Fraternité ont un sens, devons soutenir par tous les moyens possibles les peuples arabes qui se battent aujourd'hui pour disposer d'eux-mêmes.

Cela passe par de grandes actions internationales coordonnées, comme de l'aide au développement vers ces pays, chantiers qui relèvent de la diplomatie française ou européenne. Mais cela passe également par des actions plus petites, mais tout aussi fondamentales, fondées sur les échanges culturels et intellectuels.

Après Gütersloh en Allemagne, Bitou au Burkina Faso, Olsztyn en Pologne, quelle fierté par exemple si la ville de Châteauroux lançait une

opération de jumelage avec Sidi Bouzid, cette ville du centre de la Tunisie de 40 000 habitants devenue le symbole du « printemps arabe ». C'est las-bas en effet que le 17 décembre dernier, un jeune vendeur Tunisien âgé de seulement 26 ans, s'immolait par le feu après s'être fait confisquer sa marchandise par la police, déclenchant alors l'immense mouvement de contestation qui secoue aujourd'hui encore tout le monde arabe.

Chaque année en avril, Sidi Bouzid organise un festival de littérature, en partie en langue française : envoyons-y nos artistes, nos écrivains nos classes de lycée. Accueillons la jeunesse tunisienne au stage-festival de danse de Châteauroux (Darc), faisons leur découvrir le Centre culturel Équinoxe et sa scène nationale. Bref, engageons des projets ensemble pour accompagner, à notre modeste mesure, les peuples arabes dans cette révolution historique : nous serons ensuite fiers d'avoir apporté, nous castelroussins, notre pierre – toute petite, mais notre pierre quand même - à l'édifice démocratique.

MANUEL FLAM  
Secrétaire de la section de  
Châteauroux

# Le P'tit Castelroussin

[ Les brèves ]



## L'information locale — Par Antoine Gossin

**Pas convaincant, peu crédible, carrément apathique : voici les quelques qualificatifs qui reviennent le plus souvent pour caractériser la dernière prestation télévisée de Nicolas Sarkozy (« la parole aux Français » du 10 février dernier). Au niveau local, la politique menée par M<sup>r</sup> Mayet suscite les mêmes réactions. Face à ce double sentiment d'incompétence et d'impuissance, les Castelroussins sont de plus en plus nombreux à aspirer au changement et à appeler de leurs vœux l'alternance politique, ici, à Châteauroux.**

### MONSIEUR MAYET : UN SERIAL MENTEUR ?

**S**elon les dernières paroles publiques de M<sup>r</sup> Mayet, la situation sur le front de l'emploi et de l'activité industrielle aurait commencé à très nettement s'améliorer à Châteauroux. Une amélioration sensible qui daterait même, selon M<sup>r</sup> le Maire, de la fin de l'année 2010. Le bout du tunnel donc après 2 années de très mauvais résultats pour Châteauroux ?

Non ! Pas vraiment, plus sûrement une énième affabulation de la part d'un Maire qui semble perdre tous sens des réalités. En effet, selon les dernières données - officielles celles-ci (source Urssaf) - Châteauroux s'est encore particulièrement distinguée sur le front du chômage avec une hausse record de + 2,2% pour le mois de décembre 2010 quand la région Centre ne concédait qu'une dégradation de + 0,6% de son taux de chômage.

Mais comme nous le savons tous, la vérité existe, on n'invente que le mensonge !

### UN GAZON À 800.000 €

**C**'est la somme que M<sup>r</sup> Mayet propose d'investir pour permettre à la Berri d'évoluer sur une nouvelle pelouse, synthétique celle-ci.

A défaut d'avoir une stratégie gagnante pour sa ville, on peut en

tout cas dire que M<sup>r</sup> le Maire travaille avec acharnement à la stratégie de sa réélection. L'Indre étant le 4<sup>ème</sup> département français par le nombre de licenciés en football, il peut en effet s'avérer judicieux - pour qui convoite le suffrage des électeurs - de contenter les supporters de la Berri.

Du pain et des jeux (sur gazon synthétique) : que demande de plus le peuple ?

### CHÂTEAUROUX, NECRO-POLE D'ENTREPRISES

En capitaine d'industrie avisé et lucide, M<sup>r</sup> Mayet sait fort bien " qu'une entreprise, cela naît, cela vit et cela meurt !".

Dure réalité que les économistes eux-mêmes nous confirment puisqu'en France, chaque jour ce sont 10.000 emplois qui disparaissent (lesquels sont compensés par presque autant de création). Le tissu économique castelroussin n'échappant pas à ce processus de création-destruction, il n'y a donc aucune raison objective pour qu'à chaque fermeture d'entreprises, on s'émeuve outre mesure à Châteauroux (ou ailleurs) ! Sauf qu'avec 178 défaillances d'entreprises en 2010, l'agglomération castelroussine caracole au hit-parade des liquidations judiciaires.

Avec + 40% de dépôts de bilan en 2 ans, on peut même dire que

Châteauroux n'a plus rien d'une pépinière d'entreprises, mais là encore, il n'y a pas de quoi réciter une oraison funèbre !

### DISSOUDRA, DISSOUDRA PAS ?

Nous sommes prévenus, en cas de politisation des conseils de quartier, la sentence sera sévère et même radicale : ils seront dissout !!! Oui mais voilà : Qu'apprend-on à la veille des élections cantonales ? Tout simplement, qu'en manque de remplaçantes, les candidats de la Majorité sortante (UMP - comme ils aiment à le cacher) pour les Cantons de Châteauroux ont été chercher leur binôme féminin dans ces mêmes conseils de quartier. Il vous aura peut-être échappé (ou pas) que La remplaçante de Monsieur BLONDEAU sur le Canton de Châteauroux Est n'est autre que Madame Monique RABIER, CoPrésidente du Grand Quartier St Jacques, Le Grand Poirier, La Brauderie, Les Chevaliers. Pour Monsieur MORY, Candidat sur le Canton de Châteauroux Ouest, il en est de même puisque sa remplaçante est Madame Joëlle MAGGI, Secrétaire du Grand Quartier Beaulieu, La Pointerie, La Bourie, Notz, fraîchement réélue. La question que nous posons donc à Monsieur Mayet après son appel à la non politisation des conseils de grand quartier est : Allez-vous dissoudre ces deux grands quartiers ? J'en doute fortement....

# Le P'tit Castelroussin



## Monsieur Mayet promet rigueur et austérité à ses administrés

— Par André Bonhomme

Alors que sur le front de l'emploi et du pouvoir d'achat, l'année 2010 avait fort mal fini pour les castelroussins, M<sup>r</sup> Mayet semble avoir décidé de prolonger, en 2011, les effets de cette annus horribilis. Hausses d'impôts, restrictions de crédits et hyper-rigueur seront donc au programme de ce nouvel exercice budgétaire !

Un vote à la majorité absolue aura suffi pour que M<sup>r</sup> Mayet et sa majorité municipale ne décident de prolonger, d'une année encore, la cure d'austérité à laquelle se trouvent soumis Châteauroux et les Castelroussins. Mais alors que certains voudraient nous présenter ce budget comme la conséquence subie d'une conjoncture économique défavorable, nous sommes, pour notre part, plus disposés à y voir là la marque de l'incompétence répétée d'un maire, résigné au déclin et à la paupérisation de sa ville. Preuve en est, alors même que l'Etat sarkozyste impose la rigueur aux collectivités françaises - en réduisant notamment le montant de leurs dotations - M<sup>r</sup> Mayet ne trouve d'autres moyens pour pallier ce désengagement de l'Etat que d'augmenter fortement la pression fiscale sur ses administrés. Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, les impôts locaux augmenteront donc à Châteauroux, portant à 6% la hausse sur 3 ans alors que dans le même temps le pouvoir d'achat des castelroussins n'aura progressé que de 3%.

Alors que nombre de collectivités - comme par exemple la Région Centre - font le pari gagnant d'un soutien à l'économie locale (notamment par la dépense publique) et d'une fiscalité tempérée à l'endroit des particuliers, M<sup>r</sup> Mayet parvient, quant à lui, à réaliser la prouesse inverse. Ainsi pour 2011, non

seulement le budget de Châteauroux accusera une baisse totale de 8% mais par ailleurs, les impôts locaux augmenteront quant à eux de 2% !

### Des choix économiques calamiteux

Dans ces conditions, comment ne pas être profondément atterré par les choix d'une majorité municipale qui bien que se réclamant d'un libéralisme des plus orthodoxes ne semble pas même en connaître les fondamentaux les plus élémentaires. En effet, on ne peut pas durablement préconiser le désengagement massif des acteurs publics de la sphère économique - en réduisant la part consacrée à la commande et à l'investissement public - et conjointement porter atteinte, par des hausses répétées d'impôts, au pouvoir d'achat des acteurs privés, **sans créer les conditions d'un redoutable « effet ciseau »**. En asséchant la demande solvable, M<sup>r</sup> Mayet accélère les effets d'un processus qui laissera à terme notre économie locale profondément déprimée et atone.

Et que dire du report voir de la non-réalisation de tous ces projets pourtant jugés - il y a encore peu - cruciaux pour notre ville. A titre d'exemple, nous ne citerons que le grand projet « Cœur de Ville » ; un projet ardemment défendu par le candidat Mayet lors des dernières élections municipales et qui devait consister à favoriser une plus grande harmonie urbanistique entre les quartiers de la gare et de l'hyper-

centre en permettant leur désenclavement respectif. Avec seulement 300.000 € de débloqués au titre du budget 2011, on voit guère comment ce projet - que les spécialistes chiffrent à plusieurs millions d'€ - pourrait réellement aboutir. Et que penser de la baisse drastique des crédits consacrés à l'entretien des bâtiments publics (- 26%). Mais tout ceci n'est peut-être pas le plus grave. En effet, les coupes sombres orchestrées par M<sup>r</sup> Mayet vont aussi et surtout affecter le monde associatif castelroussin fragilisant au passage les actions de soutien destinées aux publics les plus en difficulté. Ainsi les associations réalisant des interventions à caractère social et de santé vont voir leurs subventions baissées de 5 % en 2011. Les associations oeuvrant dans le secteur de la culture devront, quant à elles, composer avec 38 % de crédits en moins. Pire, les associations complémentaires de l'enseignement public subiront des restrictions sans précédent avec une diminution de plus de 45% de leurs subventions.

**Bref, alors que le mois passé nous apprenions que Châteauroux avait subi la pire saignée démographique de toute son histoire (- 3.300 habitants en 10 ans), il semble aujourd'hui acquis - à l'aune de ce budget - que M<sup>r</sup> Mayet ait décidé, tel un fossoyeur appliqué, de finir le travail.**

**Rendez-vous donc en 2014 pour la mise en bière ...**

# Le P'tit Castelroussin

---

[ Vie des quartiers ]



## La triste fin de Vivre Saint Jean

—————Par Marie Claude Portafaix

---

### Ou comment Jean François MAYET supprime la vie associative qu'il ne peut contrôler.

C'est avec un peu de nostalgie que j'ouvre cette assemblée générale. En effet comme vous le savez peut être déjà l'association Vivre Saint Jean est appelé à disparaître. **(L'Association a été dissoute le 17 décembre 2010)**

Depuis 20 ans, elle recueillait la parole des habitants et les accompagnait pour la traduire en actions.

Crée dans le cadre du Développement Social de Quartier en 1990, l'association Vivre Saint Jean a été précurseur en matière de démocratie locale.

Le D S Q n'avait pas seulement le souci de rénover le béton, il y avait aussi une volonté de favoriser l'expression des habitants, pour être au plus près de leurs préoccupations

Beaucoup d'associations se sont créées. L'aide et les conseils des différents salariés de Vivre Saint Jean qui se sont succédés tout au long de ces vingt ans a été prépondérante dans ce développement

Les habitants sont devenus acteurs de leur quartier, de leur lieu de vie.

Un réseau de bénévoles, solide et ouvert à toutes les bonnes volontés, s'est mis en place. Ces bénévoles se sont impliqués dans les diverses manifestations tels que :

Carnaval, Noël ensemble, Multi-rythmes. Cette manifestation a pris de l'ampleur au fil des années (je me rappelle de ce Multi-rythmes où nous avons vu un funambule traverser le quartier) Et, n'oublions pas le journal Saint Jean, dont la fonction est d'informer les habitants du quartier et de mettre en valeur les actions des uns et des autres

Mais les habitants ont été aussi porteurs de projets personnels

Ils ont apprivoisé le vivre ensemble, dans le respect de la culture de chacun, et nous le savons tous, il nous faut rester vigilant pour que cela perdure.

C'est pourquoi malgré tous ces changements, il faudra rester vigilant pour que les habitants et les bénévoles qui se sont investit toutes ces années à Vivre Saint Jean, puissent trouver une place dans les instances participatives qui seront, ou sont déjà mises en places.. pour que leurs projets continus d' être soutenus, et pour qu'ils soient associés comme avant, aux décisions qui les concernent

Le noyau dur des bénévoles, n'a pas baissé les bras. Malgré tous ces changements Nous avons vu encore leur implication sur » Noël ensemble » la semaine du

6 au 11 décembre de cette année.

Après nous avoir donné en exemple, entre autre, au moment de la création des conseils de quartiers, la municipalité a décidée de mettre un terme à cette belle aventure humaine. J'en prends bonne note, et malgré ce que je ressens, comme beaucoup d'entre nous ici je suppose je décide de me retirer.

**Tous, ensemble, nous avons réussi la mission pour laquelle cette association à été créée en 1990**

**Le Vivre ensemble, le lien social.**

Nous pouvons être fiers du travail accompli ensemble : Que ce soit en tant que bénévoles, ou associations présentes sur le quartier sans oublié les salariés, de Vivre Saint Jean, mais aussi nos partenaires des différentes structures du quartier, le Forum devenu, « l'A G M Q C », le Centre Social présent à nos côtés sur les manifestations.

J'ai pris un très grand plaisir à m'investir tout au long de ces années et je continuerais. ; Autrement, peut-être dans un autre cadre, mais je serais là.

# Le P'tit Castelroussin

[ Politique Nationale ]



## Les dépêches nationales du P.S

Par Delphine Chambonneau

### Dépendance : la feuille de route de la droite est claire

Dans son intervention de clôture du colloque sur la dépendance organisé ce matin au Conseil économique, social et environnemental, Nicolas Sarkozy a bien pris soin de ne rien annoncer de précis. Comme sur les retraites, cette fiction de concertation masque mal les choix de la droite : on nous dit que tout est ouvert, mais le gouvernement écarte d'office le recours à la solidarité nationale et insiste beaucoup sur la piste des assurances privées ! Une nouvelle fois avec N. Sarkozy, la grande réforme annoncée se transformera en grande régression.

Les enjeux démographiques et financiers sont dramatiquement exagérés par le gouvernement alors même qu'il ne prévoit rien pour répondre dès 2012 aux besoins des familles et à la demande de financement des départements, étranglés par les dépenses sociales. 25 milliards d'euros, c'est déjà la somme actuellement mobilisée par l'assurance maladie, l'Etat et les conseils généraux pour financer la perte d'autonomie. L'effort nécessaire n'est pas insurmontable pour la France. A titre de comparaison, le gouvernement a bien su trouver plusieurs milliards pour un cadeau fiscal aux restaurateurs. Cette réforme n'est pas une question de coût, c'est une question de choix de société. L'allongement de l'espérance de vie est une chance pour nos sociétés mais quelques mesures dans le PLFSS 2012 ne pourront répondre à l'enjeu de civilisation que représente le vieillissement, qui aura un impact à l'horizon 2030-40 sur tous les aspects de notre vie sociale.

Les Français, qui s'impliquent énormément sur le plan humain et financier pour leurs parents âgés souhaitent que la puissance publique prenne davantage ses responsabilités. A l'inverse, la droite culpabilise les individus, coupables d'être dépendants, et leurs familles, qui n'en feraient jamais assez. En plus de payer pour leur santé, dont la couverture est de plus en plus grignotée par les franchises médicales et autres remboursements, les personnes vont devoir souscrire une assurance privée pour leur perte d'autonomie, ce qui va leur coûter plus cher en étant moins efficace. Le Parti socialiste appelle à mettre en œuvre une réforme de grande ampleur, qui permette un meilleur accompagnement des personnes, un soutien effectif aux aidants et la création d'une filière professionnelle pour l'aide à domicile. La perte d'autonomie est un risque social. La création d'un nouveau champ de protection sociale doit permettre de la compenser à tout âge de la vie, sur la base d'un financement public et solidaire.

*Communiqué du 8 février 2011 de Charlotte Brun, Secrétaire nationale aux personnes âgées, handicap et dépendance*

### Bioéthique : les socialistes mobilisés pour défendre le progrès face au conservatisme de la droite

Le Parti socialiste déplore la teneur des débats en cours à l'Assemblée nationale pour la révision des lois Bioéthique. Le statu quo sur des questions cruciales comme la recherche sur l'embryon, qui reste dans une situation hypocrite d'interdiction avec dérogations, est repré-

sentatif de l'attitude adoptée par la majorité parlementaire, ignorant les arguments des chercheurs, l'expérience des médecins, les espoirs des Français touchés par des difficultés de santé. Pire, lorsque qu'elle ne se fait pas gardienne de l'immobilisme, la droite organise la régression, par exemple lorsqu'elle accroît le rôle du médecin dans le choix d'un diagnostic prénatal, restreignant ainsi le choix des femmes. Lorsque certains, à droite, proposaient de limiter le nombre d'ovocytes fécondés dans le cadre d'une Assistance Médicalisée à la Procréation, alors même que ces procédures sont incertaines, et les prélèvements d'ovocytes douloureux pour les femmes, les socialistes se sont mobilisés avec succès afin de bloquer ces nouvelles atteintes à la procréation médicalement assistée. Certaines avancées ont été possibles grâce aux députés socialistes qui ont par exemple soutenu la possibilité de réaliser des dons d'organes entre individus ayant un lien affectif étroit, stable, avéré, quand le gouvernement, lui, s'opposait à cette procédure, qui si elle est encadrée, permet d'améliorer la vie de nombreux malades.

Ces avancées sont essentielles, mais trop rares face aux enjeux. Le Parti socialiste continuera avec détermination, à porter, dans les débats à l'Assemblée Nationale, les espoirs que la science, la recherche, et la médecine, peuvent nous offrir, et que la majorité parlementaire s'évertue à bloquer.

*Communiqué du 14 février 2011 de Najat Vallaud-Belkacem, Secrétaire nationale aux questions de société et de Bertrand Monthubert, Secrétaire national à l'enseignement supérieur et à la recherche*

# Le P'tit Castelroussin



## La page du MJS

Par Alexis Fradetal

### « Fête de la Jeunesse » : les jeunes n'ont pas besoin d'une fête mais de logement et d'emploi.

Si le gouvernement voulait rendre hommage à la jeunesse de son pays, il aurait pu le faire depuis bien longtemps et de bien nombreuses manières. Cependant, le gouvernement n'a eu de cesse de la stigmatiser en la qualifiant d'irresponsable lorsqu'elle manifeste ou de l'opposer à ses parents ou ses grands-parents pour mieux l'incriminer.

Il n'y a eu **aucune politique pour la jeunesse depuis 2002**, alors qu'elle est la première victime de la crise économique. **Les jeunes craignent un déclassement** par rapport à leurs parents ; une première depuis un demi-siècle. Rappelons à Madame le Ministre, qu'ils sont les **premiers touchés par le chômage et la précarité** : 24,2% des 15-24 ans n'ont pas d'emploi contre 9,3% pour l'ensemble de la population (INSEE, Troisième trimestre 2010) ; un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté contre 13% de la population. Malgré des diplômes plus importants que leurs aînés, les jeunes ont plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Ils oscillent, durant de nombreuses années, entre les périodes de chômage et les périodes de précarité où ils enchaînent les stages, les missions d'intérim, les CDD. En moyenne, le **premier emploi stable est à 28 ans**.

Après ce constat dramatique, le

gouvernement souhaite encore inviter la jeunesse à faire la fête ? Si les jeunes veulent faire la fête c'est avec leurs potes et sans doute pas avec le gouvernement ! Quelles raisons le gouvernement donne-t-il à ses jeunes pour faire la fête ? L'emploi ? Non. L'accès à son premier logement ? Non. Être considéré comme une chance pour la France ? Non plus ! Aujourd'hui, près de **4 millions de jeunes** âgés de 18 à 29 ans **vivent encore chez leurs parents** n'ayant pas les moyens de quitter le cadre familial. Pour les autres, les conditions d'accès au parc locatif sont de plus en plus drastiques : cautions solidaires, revenus stables et important, et, dans le même temps, les loyers ont progressé de 24% entre 2000 et 2007. Ce n'est pas par une proposition paillette que le gouvernement redonnera confiance à la jeunesse et l'incitera à se déplacer pour exprimer un droit qu'elle a encore mais auquel elle ne croit plus : celui de voter !

Il est inutile de proposer une fête pour pallier le néant de la politique gouverne-

mentale. La jeunesse a besoin qu'on lui propose un **projet d'avenir : un rêve français** où la réussite scolaire facilite l'accès à l'emploi, où chacun est respecté pour ce qu'il est qu'importe son lieu d'habitation, son origine sociale ou son niveau scolaire et où le progrès dans tous les domaines est l'unique objectif.

Les jeunes socialistes de l'Indre invitent donc Madame Bougrab, Ministre de la Jeunesse, à venir sur le terrain pour apprécier la vraie situation des jeunes et leurs attentes, par exemple à Châteauroux où elle a commencé sa jeunesse.

